

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

Marseille le - 1 SEP. 2009

**BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR
LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Dossier suivi par : Monsieur CORONGIU
☎ 04.91.15.69.26.
N° 218-2009-MED/bis

ARRÊTÉ PORTANT MISE EN DEMEURE

**à l'encontre de la Communauté de Communes
AGGLOPOLE PROVENCE sur la
commune de Mallemort**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.514-1, L.516-1, R.516-1 et R.516-2,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 24 juin 2009,

VU l'avis du Sous-Préfet d'Arles en date du 3 juillet 2009,

VU l'arrêté de mise en demeure du 13 juillet 2009,

CONSIDERANT que la Communauté d'Agglomération *Agglopole Provence* exploite un Centre d'Enfouissement Technique (CET) de déchets non dangereux sur la commune de Mallemort,

CONSIDERANT que cette activité est subordonnée à l'existence de garanties financières, conformément à l'article L.516-1 du Code de l'Environnement, résultant d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'assurance ou d'un fonds de garantie géré par l'Agence de l'Environnement, et de la Maîtrise de l'Energie,

CONSIDERANT que dans le cadre de l'exploitation de ce site, un acte de cautionnement avait été délivré par un établissement bancaire le 8 juin 2000, valable pour une durée de cinq ans,

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas fait les démarches nécessaires au renouvellement des garanties financières, qui doivent être établies au moins trois mois avant leur échéance, conformément à l'article R.516-2 du Code de l'Environnement,

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, lorsqu'il a été constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

.../...

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure, prononcé le 13 juillet 2009 à l'encontre de l'Agglopolo Provence, sont annulées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2

Le Président de la Communauté de Communes « Agglopolo Provence », dont le siège communautaire est situé 197 rue Pavillon -BP 274- Square Docteur François Blanc, 13666 Salon de Provence, est mise en demeure de respecter les dispositions, rappelées ci-après, pour la constitution de garanties financières relatives à l'exploitation et à la fermeture du centre de stockage de déchets non dangereux, situé sur la commune de Mallemort, lieu-dit « Les Fumades », conformément à l'article R.516-1 du Code de l'Environnement.

L'exploitant est tenu, **dans un délai de 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté de transmettre au Préfet et à l'inspection des installations classées le calcul complet des garanties financières à mettre en place conformément à la circulaire du 28 mai 1996 modifiée par la circulaire du 23 avril 1999.

Par ailleurs, le montant devra être actualisé selon le dernier TP 01 connu

ARTICLE 3

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4

Les droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le Sous Préfet d'Arles,
 - Le Maire de Mallemort,
 - X- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
 - Le Directeur Départemental de l'Equipement,
 - Le Directeur Départemental des Services d'Incendies et de Secours,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera déposée en Préfecture et en Mairie pour consultation par les tiers.

MARSEILLE, le

- 1 SEP. 2009

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Jean-Paul CELET

